

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du 14 novembre 2024**

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze novembre à dix- neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents** : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, JOLY Delphine, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

**Excusés** : ESSAYAR Khalid (pouvoir à Max Bouschon), TASTEVIN Marie-Françoise (pouvoir à Cécile FAURE), VERNEDE Corinne (pouvoir à Alain Boyer), MARRON Corentin (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Jacques Daumas), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

**Absente** : AMRANI Hasiba

**Secrétaire de séance** : Max BOUSCHON

**Date de la convocation** :

**Délibération n°20**

7 novembre 2024

**OBJET** : Modification du régime indemnitaire de la filière Police Municipale – mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Transmis au représentant  
de l'Etat le : 18 NOV. 2024  
Affiché le : 18 NOV. 2024  
Notifié le : 18 NOV. 2024

## Régime indemnitaire de la Police Municipale

### Pôle Ressources Humaines

#### Modification du régime indemnitaire de la filière Police Municipale – mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

*Vu le code général de la fonction publique,*

*Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres ;*

*Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;*

*Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;*

*Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;*

*Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;*

*Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;*

*Vu la délibération n°36 en date du 21 décembre 2017 instaurant la mise en place du régime indemnitaire fondé sur la valeur professionnelle,*

*Vu l'avis du Comité social territorial en date du 17 septembre 2024,*

Considérant qu'une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) peut désormais être versée aux fonctionnaires relevant de ladite filière et que celle-ci remplace le précédent régime indemnitaire composé de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) et de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT),

Considérant que, composée d'une part fixe et d'une part variable, l'ISFE s'adresse désormais à l'ensemble des fonctionnaires des cadres d'emplois de la filière de police municipale,

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer le cadre général de l'instauration de ce nouveau régime indemnitaire dans les conditions et les limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

#### **ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRES**

Une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant de la filière de police municipale selon les modalités précisées aux articles 2 et suivants de la présente délibération.

Elle s'adresse aux fonctionnaires des cadres d'emplois suivants :

- Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- Cadres d'emplois des agents de police municipale (gardien-brigadier/brigadier – brigadier-chef principal),

#### **ARTICLE 2 : MODALITÉS ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION**

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

- La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel,
- La part variable de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

Il est ainsi fixé les taux et montants comme suit :

CADRES D'EMPLOIS	Part fixe (Dans la limite des taux suivants)	Part variable (Dans la limite des montants suivants)
Chefs de service de police municipale	32%	7000€
Agents de police municipale	30%	5000€

La part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés tel que défini dans la délibération n°36 du 21 décembre 2017 instituant le RIFSEEP pour les agents de la collectivité.

La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent, elle n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Les critères sus-énumérés se traduiront dans le montant déterminé individuellement par voie d'arrêté pris par l'autorité territoriale.

L'ISFE est cumulable avec :

- Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé,
- Les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

L'ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir (exemples : RIFSEEP, IAT...).

Le montant annuel attribué à l'agent pourra faire l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonction,
- Tous les trois ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent

### **ARTICLE 3 : MODALITÉS ET CONDITIONS DE VERSEMENT**

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement peut être versée mensuellement (*dans la limite de 50 % du plafond défini par l'organe délibérant*). Elle peut être complétée d'un versement annuel, sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond. Le complément indemnitaire est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. Le versement de ce complément est facultatif.

La collectivité, selon des objectifs définis d'ordre général et par service, peut opter, au choix, pour le versement du C.I.A. (complément indemnitaire annuel) ou pour son non versement. Si la collectivité décidait de verser le C.I.A., elle serait soumise à la mise place d'une grille d'évaluation basée sur différents critères, définis et validés par les membres du Comité Social Territorial.

#### **Dispositif de sauvegarde (article 7 du décret n°2024-614) :**

Lors de la première application de l'ISFE (*à savoir la première année*), si, après application des deux parts, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage.

### Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.S.F.E. :

Cette indemnité est maintenue intégralement pendant les périodes de :

- Congé annuel ou autorisation exceptionnelle d'absence
- Congé maternité, états pathologiques, congé paternité et accueil de l'enfant ou congé d'adoption
- Accident de service / Accident de Trajet
- Maladie professionnelle reconnue par le Conseil Médical formation plénière.

Cette indemnité est supprimée progressivement en cas de :

- Congé de maladie ordinaire
- Congé de longue maladie
- Congé de longue durée

Selon la règle suivante : une retenue sera opérée par application de la règle du 1/30<sup>ème</sup> par jour d'absence après un délai de carence de 45 jours sur l'année de référence (exercice budgétaire)

Pour le temps partiel thérapeutique, selon la circulaire ministérielle du 15 mai 2018, le régime indemnitaire est maintenu au prorata de la quotité du temps partiel (soit de la durée effective de service).

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2025.**

### Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'institution de l'indemnité spéciale, de fonction et d'engagement selon les modalités fixées ci-dessus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025,
- **Approuve** l'interruption du versement de l'ISF et de l'IAT à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025,
- **Autorise** l'inscription des crédits correspondants au budget,
- **Autorise** Monsieur le Maire à procéder à toutes les formalités administratives liées à la mise en place du régime indemnitaire de la police municipale.

Extrait certifié conforme,

Le Maire,

Jean-Yves MEYER



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))